

Print

Au Pérou, l'ultra-droite prend le contrôle du gouvernement

Par [Carlos Noriega](#)

Mondialisation.ca, 18 novembre 2020

[pagina12.com](#) 13 novembre 2020

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/au-perou-ultra-droite-prend-le-controle-du-gouvernement/5651228>



La droite ultra-conservatrice a pris le contrôle du gouvernement péruvien. Le cabinet ministériel du nouveau président Manuel Merino — qui a pris ses fonctions mardi après que le Congrès qu'il présidait a démis Martín Vizcarra de ses fonctions pour « incapacité morale permanente », une décision qui a déclenché des protestations dans tout le pays — est dirigé par un membre de la vieille garde politique discréditée, liée à l'extrême droite. L'équipe ministérielle est composée de personnalités ultraconservatrices, dont plusieurs sont liées au Fujimorisme et au parti Aprista de l'ancien président Alan García, qui lorsqu'ils gouvernaient ont été impliquées dans de graves scandales de corruption et de violations des droits humains.

Le cabinet du président Merino laisse le sentiment d'un retour au pire passé. La droite la plus dure célèbre le nouveau gouvernement, tandis que les rues sont agitées par les protestations. Merino et son gouvernement font face aux plus grandes mobilisations anti-gouvernementales depuis les derniers mois de la dictature d'Alberto Fujimori en 2000.

Alors que le nouveau président prêtait serment, l'ancien président destitué Martin Vizcarra comparait devant le bureau du procureur pour répondre des accusations selon lesquelles il aurait reçu des pots-de-vin de deux entreprises de construction lorsqu'il était gouverneur de la région de Moquegua il y a quelques années. Le procureur a demandé qu'il soit empêché de quitter le territoire pendant 18 mois. « Je ne vais pas quitter le pays, je ne vais dans aucune ambassade »,

a déclaré Vizcarra.

Le nouveau Premier ministre est l'avocat Antero Flores Aráoz, 78 ans, un ultra-conservateur entré en politique en tant que membre du Parti populaire chrétien de droite. En 1990, il est élu député du front de droite qui soutient la candidature à la présidence de l'écrivain Mario Vargas Llosa. Après un long séjour au Congrès, dont il est devenu président, il a quitté son parti et a rejoint le deuxième gouvernement d'Alan García (2006 – 2011) en tant que ministre de la défense. En 2016, il a tenté de devenir président, en tant que chef de son propre parti, Orden, et est arrivé à la dernière place avec seulement 0,4 %. Merino le ressuscite à présent.

Ces dernières années, Flores Aráoz avait signé des déclarations contenant des allégations anti-droits dans le cadre de la soi-disant Coordination républicaine, qui réunit les conservateurs péruviens les plus radicaux. Il est lié à des groupes ultra-conservateurs tels que « Con mis hijos no te metas » (Ne touchez pas à mes enfants). Il y a quelques années, lorsqu'on lui a demandé si l'accord de libre-échange avec les États-Unis devait être soumis à un référendum, il a déclaré qu'on ne pouvait pas demander leur avis « aux lamas et aux vigognes », déclaration qui révélait l'ampleur de son racisme.

Au milieu des protestations, le ministère de l'intérieur a été repris par l'ancien général de police Gaston Rodríguez, qui a déjà occupé ce poste avec Vizcarra entre avril et juillet de cette année et qui n'a eu aucun problème à s'intégrer au régime qui vient de renverser le gouvernement auquel il appartenait récemment. Son bref mandat avait pris fin à la suite de critiques selon lesquelles il avait nommé comme conseiller un avocat qui défend des policiers accusés de faire partie d'un escadron de la mort et un général accusé de corruption.

Le Bureau des droits humains des Nations unies a déclaré recevoir des « informations inquiétantes » concernant la répression policière des manifestations contre Merino. Malgré la répression et la pandémie, les mobilisations contre le nouveau gouvernement, que les manifestants qualifient d' « usurpateur », se multiplient et se répètent dans les grandes villes du pays. Le nouveau gouvernement tente de minimiser les manifestations, mais les rues le démentent. Hier, les mobilisations ont été nombreuses. Flores Aráoz a nié la répression policière que tout le monde a vue et a accusé les médias de « magnifier » les manifestations et d' « exacerber les tensions » en rendant compte des protestations.

Comme on s'y attendait, le nouveau cabinet garantit la continuité du modèle économique néolibéral, en vigueur dans le pays depuis trente ans. L'économiste José Arista, vice-ministre des finances sous la seconde administration d'Alan García, est aujourd'hui ministre de l'économie.

C'est au docteur Abel Salinas, militant du parti Aprista, que revient le ministère de la Santé, un ministère clé en ce temps de pandémie. Salinas était déjà en charge de ce secteur pendant les deux derniers mois du régime de Pedro Pablo Kuczynski, lorsqu'il a été confronté à des accusations de corruption, suite auxquelles il a démissionné en mars 2018. Les promoteurs de l'éviction de Vizcarra, menés par Merino, l'ont accusé d'avoir eu « une mauvaise gestion de la pandémie », mais dans un geste d'incohérence, ils ont demandé à la ministre de la santé du gouvernement sortant, Pilar Mazzetti, de rester en fonction, offre que Mazzetti a déclinée. M. Salinas est le quatrième ministre de la santé depuis le début de la pandémie.

Le reste du cabinet comprend d'autres personnalités liées au parti Aprista — parmi lesquelles un ancien ministre des transports et des communications du premier gouvernement d'Alan García (1985-1990) qui revient à ce poste —, au Fujimorisme, au parti de Merino Acción Popular, qui se partage entre soutien et rejet du nouveau gouvernement, et à d'autres secteurs de droite.

Les groupes parlementaires qui ont soutenu l'arrivée à la présidence du nouveau chef d'État commencent à se partager les influences et le pouvoir dans le nouveau gouvernement. Ils ont notamment intérêt à éviter l'avancée des processus de lutte contre la corruption qui compliquent les affaires de plusieurs de leurs principaux dirigeants — Keiko Fujimori et d'autres — et que le gouvernement Vizcarra avait encouragés.

La poursuite d'une réforme de l'enseignement considérée comme indispensable, qui a entraîné la fermeture d'universités de faible qualité transformées en entreprises très lucratives, est également menacée. Deux des partis qui ont voté pour le licenciement de Vizcarra et ont mis Merino au pouvoir sont dirigés par des hommes d'affaires liés à ces entreprises. Flores Aráoz, lié à ces intérêts, a déclaré, après avoir été nommé à la tête du cabinet ministériel, que les universités fermées parce qu'elles étaient considérées

comme une escroquerie aux étudiants « méritent une seconde chance ».

La partie du Frente Amplio « de gauche », qui a rejoint la coalition de droite pour écarter Vizcarra et mettre Merino au pouvoir, critique maintenant la dérive droitiste du nouveau gouvernement, ce qui était évidemment prévisible et n'aurait dû surprendre personne...

Carlos Noriega

Article original en espagnol : [Perú: la ultraderecha copó el gobierno](#), [Pagina12](#), le 13 novembre 2020.

Traduction: [Venesol](#)

Via [Les 2Rives](#)

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Carlos Noriega, pagina12.com, 2020